

**PROPOSITION EN VUE D'ÉTABLIR UN BUREAU RÉGIONAL ASIE PACIFIQUE POUR LA  
CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ DANS LA RÉGION  
ADMINISTRATIVE SPÉCIALE DE HONG KONG DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

\* \* \*

**PROPOSAL TO ESTABLISH AN ASIA PACIFIC REGIONAL OFFICE FOR THE HAGUE  
CONFERENCE ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW IN THE HONG KONG SPECIAL  
ADMINISTRATIVE REGION OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA**

*Document d'information No 2 d'avril 2012  
à l'attention du Conseil d'avril 2012  
sur les affaires générales et la politique de la Conférence*

*Information Document No 2 of April 2012  
for the attention of the Council of April 2012  
on General Affairs and Policy of the Conference*

**Introduction à la proposition d'établir un bureau régional Asie-Pacifique pour la  
Conférence de La Haye de droit international privé dans la Région  
administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine –  
Note du Bureau Permanent**

1. La *Proposition d'établir un bureau régional Asie-Pacifique pour la Conférence de La Haye de droit international privé* (« la Conférence ») dans la *Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine* (« Proposition ») (ci-dessous) présente l'aboutissement des efforts conjugués des Membres de la Conférence de La Haye et du Bureau Permanent de répondre à la nécessité, née d'un intérêt croissant pour la Conférence de La Haye et de son travail dans la région Asie-Pacifique, et exprimée par les États membres et non membres, d'établir une présence physique de la Conférence de La Haye dans la Région. Comme le spécifie la proposition, le Bureau régional servirait de centre de connaissances et de ressources pour les États et les autorités compétentes dans toute cette région du monde.

2. Depuis le tournant du siècle, la Conférence de La Haye a connu une augmentation impressionnante de l'implication des pays de la région Asie-Pacifique dans l'Organisation et dans ses travaux. En effet, le Sri Lanka (2001), la Malaisie (2002), la Nouvelle-Zélande (2002), l'Inde (2008) et les Philippines (2010) sont tous devenus Membres de la Conférence de La Haye durant la dernière décennie, rejoignant le Japon (Membre depuis 1957), l'Australie (1973), la Chine (1987) et la Corée (1997). En outre, le nombre des États non membres qui ont adhéré à une ou plusieurs Conventions de La Haye a également augmenté de manière significative.

3. À l'occasion des quatre conférences régionales tenues en Asie-Pacifique, à savoir en Malaisie (2005), Australie (2007), RAS de Hong Kong (2008), Chine (2008) et Philippines (2011), les experts de la Région ont exprimé un grand intérêt envers la Conférence de La Haye et ses travaux. Ils ont montré leur soutien unanime à l'expansion des activités régionales de l'Organisation et l'ont encouragé à faciliter une plus grande coopération dans la Région et à offrir des possibilités supplémentaires pour le recours à des groupes régionaux et sous-régionaux afin d'accroître le nombre des États parties aux Conventions de La Haye et des adhésions à l'Organisation. Le Conseil (avant 2007 : Commission spéciale) sur les affaires générales et la politique de la Conférence de La Haye a été tenu informé à chacune de ses réunions, et a pris note avec intérêt, des conclusions de ces réunions régionales. En outre, lors des réunions du Conseil sur les affaires générales et la politique en 2010 et 2011, les États d'Asie-Pacifique ont exprimé leur soutien à un projet de proposition présenté aux Membres de la Région.

4. Les experts présents à la quatrième conférence Asie-Pacifique, qui s'est tenue à Manille en 2011, où 26 États de la Région étaient représentés, ont approuvé à l'unanimité la création d'un Bureau régional Asie-Pacifique et ont convenu que cela constituait une « excellente mesure de renforcer la présence de la Conférence de La Haye dans la région » et « ont encouragé la mise en place rapide du Bureau régional dès que cela sera possible dans le courant de l'année prochaine »<sup>1</sup>.

5. Comme la proposition le fait observer (para. 13), le Bureau Permanent a déjà été appelé à fournir une assistance et un soutien, souvent prodigués en coopération avec les Membres, tant au sein qu'à l'extérieur de la Région, à un certain nombre d'États d'Asie Pacifique en rapport, entre autres, avec la Convention Adoption internationale de 1993, la Convention Enlèvement d'enfants de 1980 et la Convention Apostille de 1961. L'intérêt et la contribution des Membres, même en dehors de la Région, à ces efforts doivent être perçus comme une manifestation de la mondialisation dans les domaines couverts par la Conférence de La Haye. Il faut s'attendre à ce que la demande de coopération technique s'accroisse davantage, et la création d'un Bureau régional aidera ainsi à fournir et à faciliter une telle coopération.

---

<sup>1</sup> Voir « Conclusions et Recommandations de la Quatrième Conférence régionale Asie Pacifique », Doc. info. No 9 d'avril 2012, disponible sur le site Internet de la Conférence, à l'adresse < [www.hcch.net](http://www.hcch.net) > sous les rubriques « Travail en cours » puis « Affaires générales » à la page 6.

6. La proposition actuelle est inspirée en partie par le succès de la création, le fonctionnement et le développement du Programme spécial en Amérique latine qui a débuté en 2005. Le Bureau régional d'Amérique latine fournit des services et une assistance, y compris des programmes de formation, de promotion, des conseils ainsi que la coordination et la participation aux événements et réunions régionaux. Il existe un large consensus sur le fait que ces services ont été extrêmement bénéfiques pour la Région et les membres de la Conférence de La Haye dans son ensemble. L'objectif de la proposition ci-jointe est d'établir une présence physique dans la région Asie-Pacifique afin de fournir la même valeur ajoutée et le même soutien actuellement offerts par le Bureau régional d'Amérique latine dans une nouvelle région du monde. Dans le cadre de l'élaboration de la proposition ci-jointe, les expériences et le succès du Bureau régional d'Amérique latine ont prodigué de précieux conseils.

7. La proposition reconnaît qu'il existe, en ce qui concerne l'établissement d'un Bureau régional Asie-Pacifique de la Conférence de La Haye, plusieurs facteurs importants qui nécessitent une approche quelque peu différente par rapport à ce qui a été effectué pour le Bureau régional d'Amérique latine. La région Asie-Pacifique est composée d'États dont la variété en termes de systèmes juridiques, de cultures, de langues et d'économies est bien plus grande qu'en Amérique latine. Aussi, alors que tous les États latino-américains figurent dans la liste des États bénéficiaires de l'aide publique au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques pour la période 2011-2013<sup>2</sup>, c'est-à-dire qu'ils sont considérés par l'OCDE comme étant des économies en développement ou économies en transition, ce n'est pas le cas pour la région Asie-Pacifique. Néanmoins, un nouveau Bureau dans la région Asie-Pacifique peut tirer profit de la plupart des stratégies qui permettent au Bureau régional d'Amérique latine de prospérer.

8. La réalisation de la proposition constituera une étape cruciale pour garantir la poursuite des progrès de l'Organisation, conformément à la première orientation stratégique énoncée dans le Plan stratégique de l'Organisation dont les objectifs principaux ont été appuyés par la Dix-neuvième session<sup>3</sup>. Le Plan note que l'un des objectifs de l'Organisation à long terme comprend « [la poursuite de] l'expansion du rayonnement mondial de la Conférence en élargissant le nombre d'États membres et d'États parties aux Conventions », y compris par « [l'étude de] la possibilité d'établir une forme ou une autre de représentation physique de la Conférence dans d'autres régions<sup>4</sup> ». Comme il a été démontré avec le Bureau régional d'Amérique latine, la création d'un Bureau régional Asie-Pacifique garantira le fait que l'Organisation continue de remplir son mandat en constante évolution en augmentant la visibilité de l'Organisation à travers la Région, encourage les nouveaux Membres à rejoindre la Conférence, et fournit un soutien régional personnalisé. Les réponses extrêmement positives des États membres de la Région à un questionnaire préparé conjointement par l'Australie, la Chine et les Philippines (publié en août 2011) démontrent clairement l'existence d'un large soutien dans la région pour cette initiative.

9. Afin de démontrer son ferme soutien et son engagement pour la création d'un Bureau Asie-Pacifique, le Gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong, avec l'approbation et le soutien du Gouvernement central de la République populaire de Chine, a très généreusement accepté de fournir les ressources nécessaires pour trouver des bureaux et salles de réunion pour le Bureau régional Asie-Pacifique, y compris le matériel informatique et téléphonique, ainsi que le financement indispensable du personnel. En outre, l'Australie s'est engagée à contribuer à concurrence de 50 000 dollars australiens (environ 40 000 euros) pour la première année. De plus, les universités, les chercheurs, les juristes et des fonctionnaires gouvernementaux de la

<sup>2</sup> Voir la liste de l'OCDE – CAD des États bénéficiaires de l'APD, disponible à l'adresse  
< <http://www.oecd.org/dataoecd/9/50/48858205.pdf> >

<sup>3</sup> Voir les *Actes et documents de la Dix-neuvième session*, tome I, *Matières diverses*, pp. 165 et seq. ; disponibles sur le site Internet de la Conférence de La Haye, à l'adresse  
< [http://www.hcch.net/upload/wop/stratplan\\_f.pdf](http://www.hcch.net/upload/wop/stratplan_f.pdf) >

<sup>4</sup> Voir note 3, *supra*.

Région ont déjà manifesté leur intérêt à fournir en nature leur expertise auprès du Bureau régional Asie-Pacifique, s'il devait être établi. En bref, le Bureau régional sera en mesure de fonctionner sans aucun apport financier supplémentaire de la part des Budgets régulier et supplémentaire de la Conférence de La Haye au cours de ses trois premières années initiales d'activité.

10. L'établissement du Bureau régional Asie-Pacifique est également un moment particulièrement opportun étant donné l'engagement de M. Justice Hartmann, un juge très respecté de Hong Kong, pour devenir le premier représentant du Bureau régional Asie-Pacifique (sa brève biographie est jointe en annexe à la proposition). M. Justice Hartmann qui compte plus de 20 ans d'expérience judiciaire comprenant plus de 10 ans en tant que juge de la Haute Cour de Hong Kong, jumelé à sa longue relation approfondie avec la Conférence de La Haye et de ses travaux (ayant entre autres activement participé à plusieurs Commissions spéciales, au Réseau de juges international de La Haye pendant de nombreuses années, et ayant pris la parole à l'occasion de séminaires et d'événements de la Conférence de La Haye), font de lui un candidat idéal pour diriger le Bureau régional pour la durée initiale des trois années de fonctionnement.

11. La proposition donne des détails concernant l'organisation du Bureau régional et de son fonctionnement, sous la direction du Bureau Permanent, qui, à son tour, fera rapport et rendra compte au Conseil sur les affaires générales et la politique. En ce qui concerne les observations quant au fonctionnement (para. 11 à 16 de la proposition), celles-ci sont basées sur la conduite de premières consultations menées avec attention au sein de la Région, en particulier par le biais du questionnaire de 2011 préparé par l'Australie, la Chine et les Philippines. De toute évidence, il s'agit de réflexions préliminaires, et le Conseil souhaitera peut-être en discuter plus en détail et proposer des alternatives. En tout état de cause, puisque le Conseil se réunit généralement une fois par an, il sera en mesure d'examiner périodiquement le fonctionnement du bureau Asie-Pacifique. De plus, après les trois années initiales de fonctionnement du Bureau régional, le Conseil aura l'opportunité d'évaluer globalement l'ampleur et la portée de ses travaux, ainsi que ses directions futures (y compris les considérations budgétaires). Enfin, il convient de noter que la proposition n'est pas exclusive dans le sens où elle ferait obstacle à l'établissement d'autres bureaux régionaux dans la région Asie-Pacifique dans le futur, dans le cas où le besoin de tels bureaux devait se faire sentir ultérieurement.

12. Le Conseil sur les affaires générales et la politique est donc invité à approuver la proposition lors de sa réunion d'avril 2012, de sorte que le Bureau régional pourrait devenir opérationnel dans quelques mois. L'approbation par le Conseil permettra à M. Justice Hartmann d'entamer les discussions et consultations exploratoires nécessaires qui faciliteraient le développement progressif du Bureau régional Asie-Pacifique. Il est entendu que cette approbation serait donnée sans autres conséquences financières pour le budget de l'Organisation.

## **Proposition d'établir un bureau régional Asie-Pacifique pour la Conférence de La Haye de droit international privé dans la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine**

### **I. Contexte**

1. Avec l'approbation et le soutien du Gouvernement central de la République populaire de Chine, le Gouvernement de la Région administrative spéciale de Hong Kong (« la RASHK ») a offert de faciliter la mise en place d'un bureau régional de la Conférence de La Haye de droit international privé (« la Conférence ») dans la RAS de Hong Kong (« Bureau régional »). En vertu du principe d'un pays, deux systèmes, la RASHK jouit d'un degré élevé d'autonomie, comprenant les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. En vertu de ce système, Hong Kong conserve son *common law* et dispose d'un certain nombre de qualités attrayantes, y compris le fait qu'il s'agit d'un centre de service juridique dans la Région Asie-Pacifique et qu'il est idéalement situé, permettant un accès facile à divers endroits dans la Région et dans le monde.

2. Le Bureau Permanent a consulté les États membres dans la Région Asie-Pacifique à propos du projet d'établissement d'un Bureau régional Asie-Pacifique à Hong Kong (« la Proposition »). La première réaction a été en général très positive. Un bref questionnaire concernant la proposition, élaborée conjointement par l'Australie, la Chine et les Philippines, a été publié le 4 août 2011 aux États membres dans la Région Asie-Pacifique (« le Questionnaire »). Les réponses au Questionnaire ont indiqué un soutien massif, ainsi que la préférence sur la priorité de travail, les pays ciblés et les principales activités du Bureau régional. De nombreux États membres ont également proposé d'apporter diverses sortes de contributions au Bureau régional<sup>1</sup>.

### **II. Objectifs et avantages**

3. Un objectif clé du Bureau régional est de promouvoir la Conférence et ses Conventions en accroissant la sensibilisation aux avantages de devenir membre de la Conférence et en montrant l'utilité des Conventions de La Haye pour la Région, en vue d'attirer davantage d'États de la région à devenir Membres de la Conférence et d'États parties aux Conventions de La Haye. Le Bureau régional apportera également des avantages en termes d'assistance aux États quant à la mise en œuvre des Conventions.

4. Bien que les États de la Région Asie-Pacifique soient géographiquement proches, ils représentent une grande variété de cultures et de traditions juridiques. Les Conventions de La Haye, qui sont destinées à relier les différentes cultures et traditions juridiques, sont donc très utiles car elles fournissent un cadre pour la coopération à la fois pour les États de la région, et entre ces États et ceux qui sont situés en dehors de la Région.

5. L'augmentation du nombre de Membres dans la Région apportera une représentation plus large d'une diversité de traditions juridiques à la Conférence et aidera celle-ci à développer de nouveaux instruments mieux adaptés pour répondre aux besoins de la Région. Il aidera également à augmenter les recettes, à réduire les dépenses pour les services déjà fournis aux États parties dans la Région qui ne sont pas encore Membres de la Conférence et à faciliter les ratifications ou adhésions aux Conventions de La Haye par les États dans la Région.

6. L'utilité d'une Convention ainsi que l'intérêt qu'elle représente pour les différents États parties augmenteront généralement en proportion du nombre d'États parties à la Convention. L'augmentation du nombre des États parties aux Conventions de La Haye dans la Région fournira une occasion supplémentaire de renforcer la sécurité et la prévisibilité des transactions et relations privées, commerciales et financières transfrontières, de promouvoir la coopération judiciaire et administrative et de renforcer

<sup>1</sup> Pour le questionnaire et réponses, consulter  
[http://www.doj.gov.hk/eng/about/pdf/DOJ\\_HCCH\\_Booklet\\_web.pdf](http://www.doj.gov.hk/eng/about/pdf/DOJ_HCCH_Booklet_web.pdf)

la protection des enfants et autres personnes vulnérables impliquées dans des affaires transfrontières couvertes par les Conventions de La Haye. Des avantages en découleront pour la Région, et aussi pour les États à l'intérieur et l'extérieur de celle-ci.

7. Une fonction importante du Bureau régional consistera aussi à impliquer les États de la Région plus activement dans le développement de nouvelles Conventions de La Haye et d'autres instruments, et plus généralement dans les travaux de la Conférence. Un autre objectif clé du Bureau régional, en coopération avec le Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique du Bureau Permanent (« le Centre »)<sup>2</sup>, consiste à développer une meilleure compréhension des Conventions de La Haye auprès des États de la Région.

8. En approfondissant leur connaissance des Conventions de La Haye, les États qui ne connaissaient pas auparavant les Conventions de La Haye pourraient être mieux préparés à devenir États parties. La meilleure compréhension des Conventions de La Haye par les États parties de la Région facilitera également le développement de bonnes pratiques et une interprétation cohérente, ce qui contribuera à son tour au bon fonctionnement des Conventions de La Haye au bénéfice de tous les États parties.

### **III. Organisation**

9. Le Bureau régional se composera, dans un premier temps, d'un représentant, d'un chef de bureau, d'un ou de plusieurs collaborateur(s) juridique(s) détaché(s) par un ou plusieurs État(s) membre(s), et d'un ou plusieurs stagiaire(s), qui seront finalement retenus et engagés par le Secrétaire général. M. Justice Hartmann, qui a été un membre du Réseau international de juges de La Haye pendant de nombreuses années, a indiqué sa volonté d'assurer le rôle de premier représentant du Bureau régional Asie-Pacifique (sa brève biographie est jointe en annexe). Un chef de bureau sera recruté localement pour apporter son aide à l'administration quotidienne du Bureau. Il est prévu qu'un ou plusieurs collaborateur(s) juridique(s) sera ou seront détaché(s) par les États membres de la Région (l'Australie, la Chine, la Corée et le Sri Lanka ont manifesté leur intérêt à envoyer des experts détachés). En outre, une université japonaise s'est engagée à envoyer un stagiaire auprès du Bureau régional dans le courant de la première année de fonctionnement du Bureau. D'autres possibilités de stages seront envisageables pour les États membres, y compris pour la Chine, la Corée, la Malaisie, les Philippines et le Sri Lanka, qui ont tous exprimé leur intérêt à envoyer des stagiaires au Bureau régional.

10. Comme indiqué dans la note d'introduction ci-jointe, le Bureau régional travaillera sous la direction du Bureau Permanent, avec le soutien de son Centre, qui fera rapport au Conseil sur les affaires générales et la politique.

### **IV. Fonctionnement**

11. Compte tenu des consultations menées avec les Membres et les réponses obtenues au questionnaire, le Bureau régional pourrait d'abord, au cours de ses deux premières années de fonctionnement, se concentrer uniquement sur quelques-unes des Conventions de La Haye dites prioritaires<sup>3</sup> et sur les États non membres de la Région parties aux Conventions de La Haye. Il pourrait également s'assurer qu'un appui général soit disponible à tous les États membres de la Région, sous réserve de la disponibilité des ressources. Au fur et à mesure de l'établissement du Bureau, les services et le soutien qu'il offre pourrait s'étendre à d'autres Conventions de La Haye et pourraient cibler d'autres pays de la Région.

<sup>2</sup> Le Centre international d'études judiciaires et d'assistance technique a été créé en 2007 au sein du Bureau Permanent afin de procurer un soutien organisationnel et de collecte de fonds pour une assistance technique et régionale conduite par la Conférence.

<sup>3</sup> Les Conventions de La Haye « prioritaires » identifiées par les États membres comprennent la Convention Enlèvement d'enfants de 1980, la Convention Adoption de 1993, la Convention Apostille de 1961, la Convention Notification de 1965, la Convention Obtention des preuves de 1970, la Convention Élection de for de 2005 et la Convention Recouvrement des aliments de 2007.

12. Outre le rôle essentiel d'assurer la liaison avec le Bureau Permanent, la première année de fonctionnement serait axée sur l'organisation de visites aux Autorités centrales, Organes nationaux et autres parties concernées telles que les juges, les institutions académiques et les organismes professionnels juridiques dans la Région en vue d'établir un réseau efficace avec les acteurs clés identifiés dans chaque État.

13. Sur demande, il pourrait aussi fournir un appui et les conseils nécessaires aux Parties aux Conventions de La Haye dans la Région, en particulier dans le courant de ses deuxième et troisième années de fonctionnement, lorsqu'un réseau efficace avec les principaux acteurs de la région aura été mis en place. Un important travail est déjà réalisé dans le cadre du programme ICATAP pour la mise en œuvre de la Convention Adoption internationale de 1993, notamment au Cambodge, au Népal et au Vietnam. En ce qui concerne la Convention de 1980, différentes formes d'assistance et de conseils ont été apportés aux Philippines, au Japon et en Thaïlande. Pour ce qui est de la mise en œuvre prévue de la Convention Apostille de 1961, une assistance a été accordée aux Philippines, en Indonésie et au Vietnam. Le Bureau régional pourrait donc poursuivre le soutien, développer, et, dans certains cas, assumer pleinement le travail énoncé ci-dessus. Le Bureau régional peut également aider à identifier les experts (tels que des universitaires ou des fonctionnaires dans les États voisins) et les ressources disponibles dans la Région (tels que des financements provenant des agences d'aide nationale ou étrangère, des universités et autres organisations) en réponse à des demandes et de répondre aux besoins des États requérants.

14. Dans le courant de la troisième année de son fonctionnement, le Bureau régional pourrait se concentrer sur le suivi plus systématique du fonctionnement pratique des Conventions de La Haye dites prioritaires ainsi que sur l'extension et l'amélioration des différents services post-conventionnels élaborés par la Conférence, y compris la formation des juges, l'extension du droit de la famille axé sur le Réseau international de juges de La Haye, les accords de jumelage entre les Autorités centrales et les outils technologiques pour soutenir les Conventions de La Haye. Le Bureau régional pourrait également encourager et aider l'organisation de la Cinquième Conférence régionale Asie-Pacifique.

15. Tout au long de la période déterminée, le Bureau régional développerait et maintiendrait une bonne communication et coopération avec les organismes régionaux comme l'ANASE et le Centre régional d'Asie-Pacifique de l'Organisation internationale de Droit du Développement.

16. Une évaluation complète du travail du Bureau régional se tiendra trois ans après sa création pour examiner l'ampleur et la portée des travaux et ses orientations futures (y compris les considérations budgétaires).

## **V. Viabilité financière**

17. Le Bureau régional sera entièrement financé par le Budget supplémentaire apporté par les États membres à cet effet. Jusqu'à présent, l'Australie s'est engagée à contribuer à concurrence de 50 000 dollars australiens (environ 40 000 euros) pour la première année et la Chine (y compris la RASHK et Macao) s'est engagée à contribuer à concurrence d'au moins 460 000 euros au cours des trois premières années. À compter d'aujourd'hui, la contribution totale versée au titre du budget supplémentaire à l'attention du Bureau régional est donc estimée à au moins 500 000 euros pour couvrir entièrement les dépenses d'exploitation pour ses trois premières années de fonctionnement.

18. En plus de la contribution financière, les États membres tels que la Chine, la Nouvelle-Zélande, les Philippines et le Sri Lanka ont convenu d'envisager de fournir des espaces de réunion et installations nécessaires à la tenue de certains événements organisés par le Bureau régional. L'Australie, la Chine, la Nouvelle-Zélande, les Philippines et le Sri Lanka ont également accepté d'apporter leur contribution à la publicité du Bureau régional et à la promotion de son travail par les voies appropriées. En outre, la Chine a accepté de fournir l'assistance nécessaire en matière de traduction vers le chinois.

19. Outre les contributions des États membres, le Bureau régional pourrait être en mesure d'obtenir des contributions financières des organismes d'aide ou d'autres organisations de la Région. Certains frais d'exploitation peuvent également être compensés grâce une collaboration avec les institutions universitaires et organismes professionnels ou autres organisations de la Région. Par exemple, une université japonaise a déjà manifesté son intérêt à organiser conjointement un cours sur la Convention de La Haye de 1980.

20. Ce qui suit donne une estimation des dépenses annuelles du Bureau régional :

#### Frais généraux

- a. *Espaces de bureaux meublés* : environ 50 000 euros (y compris les services tels que les frais relatifs à l'air conditionné, l'électricité, l'eau et les télécommunications)
- b. *Représentant* : honoraires à hauteur de 50 000 euros
- c. *Chef du bureau* : environ 27 000 euros (y compris les assurances, les prestations de retraite, les prestations médicales ainsi que d'autres avantages sociaux)
- d. *Collaborateur(s) juridique(s)*: seront détachés par les États membres sur une base volontaire et le coût relatif au(x) détachement(s) (comprenant le salaire, les indemnités de logement et allocation supplémentaire) sera pris en charge par les États membres
- e. *Stagiaire(s)*: un à deux stagiaires, entièrement financé(s) par les stagiaires eux-mêmes ou par les universités ou organisations qui les envoient
- f. *Achat initial de mobilier de bureau et d'équipements supplémentaires, y compris les ordinateurs* : environ 3 000 euros (cette rubrique sera supprimée à l'issue de la première année de fonctionnement)

#### Frais de fonctionnement

- g. *Frais d'organisation et de gestion pour les séminaires et programmes de formation*, soit environ 7 500 euros (en tenant compte de la mise à disposition gratuite de salles de réunion et d'installations qui peuvent être fournies par certains États membres de la Région, tel que mentionné au para. 18 ci-dessus)
- h. *Publication et frais de traduction*, soit environ 1 500 euros (en tenant compte des services de traduction gratuits qui peuvent être apportés par certains États membres de la Région, tel que mentionné au para. 18 ci-dessus)
- i. *Frais de voyage et indemnités de subsistance à l'étranger<sup>4</sup>*, soit environ 20 000 euros (calcul basé sur une moyenne de 6 voyages de trois à cinq jours par an, chacun dans la Région ainsi que deux voyages d'une durée d'une semaine par an, chacun à La Haye)

---

<sup>4</sup> En moyenne, un billet d'avion aller-retour en classe économique depuis la RASHK vers l'Asie et l'Océanie coûte entre 100 à 500 euros. Les frais de logement varient considérablement selon la Région, mais en moyenne ceux-ci s'élèvent à 100 euros la nuit. Un billet d'avion aller-retour en classe affaire, en basse saison, de la RASHK à La Haye coûte environ 2 500 euros et les frais de logement à La Haye s'élèvent à environ 150 euros.



*j. Dépenses d'urgence et divers : 3 000 euros*

21. La discussion au paragraphe 20 ci-dessus montre que les dépenses annuelles du Bureau régional se tiendront dans une fourchette allant de 159 000 euros à 162.000 euros pour les trois premières années de fonctionnement. Ces dépenses peuvent être entièrement couvertes par les contributions actuelles versées au titre du Budget supplémentaire (c.-à-d. 500 000 euros), tel que mentionné au paragraphe 17 ci-dessus (même si il ne devait pas y avoir de contributions supplémentaires des États membres, ou d'autres contributions supplémentaires comme celles mentionnées au para. 19 ci-dessus).

**ANNEXE / ANNEX**

## **Brève biographie de M. Michael John Hartmann**

### **1. Renseignements personnels**

M. Hartmann est né à Mumbai (Inde) le 24 juillet 1944. Il est marié et a deux enfants.

Nationalité : australienne et britannique

Résident permanent de la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine

### **2. Formation**

M. Hartmann a fait ses études en Angleterre et au Zimbabwe (alors Rhodésie). Il a obtenu un baccalauréat en droit de l'Université de Londres en 1967 (obtenu à l'*University College* de la Rhodésie, un collège externe de Londres)

### **3. Expérience juridique**

M. Hartmann a été admis comme avocat, notaire et *conveyancer* (praticien en droit de la propriété immobilière) au Zimbabwe en 1971, en tant que partenaire dans un cabinet de la capitale. Il a ensuite rejoint le Département juridique à Hong Kong en qualité de procureur de la Couronne en 1983. Il a ensuite été promu procureur principal de la Couronne en 1984 pour enfin devenir procureur général adjoint de la Couronne en 1989, fonction qu'il a occupée jusqu'à son départ du Gouvernement en 1991.

### **4. Expérience judiciaire**

M. Hartmann a été nommé juge de district en novembre 1991, puis juge de la Cour de première instance de la Haute Cour en mars 1998 et a ensuite été élevé au rang de juge de la Cour d'appel de la Haute Cour en septembre 2008. M. Justice Hartmann compte quelque 18 ans d'expérience judiciaire, dont plus de 10 ans en tant que juge de la Haute Cour. Il est à même de gérer les affaires pénales et civiles. Il jouit d'une riche expérience et d'une expertise dans un certain nombre de domaines spécialisés du droit, à savoir le droit de la famille, le droit public et le droit constitutionnel. Alors que M. Justice Hartmann a atteint l'âge de la retraite (fixée à 65 ans) le 24 juillet 2009, sa période de service a été prolongée de trois ans, c'est-à-dire jusqu'au 23 juillet 2012. Il a été nommé juge non permanent de la Cour d'appel final de Hong Kong en avril 2010.

### **5. Expérience avec la Conférence de La Haye**

M. Hartmann a participé au Réseau international de juges de La Haye depuis la création de celui-ci.

Il a également activement participé à plusieurs réunions de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de La Haye de 1980 et 1996, en tant que membre de la délégation chinoise

Il a été un orateur de premier plan lors de la *Conférence conjointe CE-HCCH sur les communications judiciaires directes concernant les questions de droit de famille et le développement de réseaux judiciaires* (2009) ainsi que lors des Troisième et Quatrième Conférences régionales d'Asie-Pacifique de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Il a également activement participé à d'autres conférences internationales pertinentes pour les travaux de la Conférence de La Haye, notamment le *Séminaire judiciaire sur le contentieux commercial*, organisé conjointement par la Cour suprême de la Nouvelle-Galles du Sud, l'Australie et l'Ordre judiciaire de Hong Kong à Sydney (avril 2008) et la *Conférence LawAsia sur les enfants et le droit* organisée par le Barreau de Singapour (mai 2009).

## **6. Autres services et activités liés au domaine juridique**

1998 - 2000	Président du <i>Insider Dealing Tribunal</i> (tribunal pour les délits d'initiés)
1999 - à aujourd'hui	Président du Comité directeur sur la médiation familiale
1999 - à aujourd'hui	Président du Comité directeur sur le projet pilote de réforme des procédures de secours auxiliaires
2000 - 2004	Membre du Groupe de travail sur la réforme de la justice civile